

Ce chapitre fournit les informations détaillées nécessaires pour comprendre les concepts abordés lors du scénario.

Société française & technologie du 22^{ème} siècle

En ce début de 22^{ème} siècle, la France est dirigé par un régime nationaliste et technocratique qui forme le gouvernement de la VI^{ème} République Française. Le pays compte plus de 95 millions d'habitants, la capitale Paris et son agglomération est devenue une vaste et unique métropole au paysage high-tech et industriel comptant plus de 35 millions d'habitants comprenant 51 arrondissements. Les grandes villes française se sont modernisé au rythme de vastes plans d'urbanisation pour entasser en une population toujours croissante - essentiellement citadine - dans des gratte-ciels vitrés de plus de 500 mètres de haut qui remplacent les antiques immeubles des centres villes ou émergent massivement dans l'aire urbaine. Les déplacements dans la capitale s'effectue grâce à un dense réseau de transport interurbain appelé l'Express Métropolitain (il s'agit d'un métro monorail, suspendu dans les airs, qui fonctionne grâce à la technologie électromagnétiques) tandis que les trajets terrestres sont réalisé par des AGV (Automotrice à Grande Vitesse) sur coussin d'air voyageant à plus de 800km/h et qui ont largement remplacé le très onéreux transport aérien réservé aux trajets intercontinentaux par des navettes suborbitales ou aux hommes d'affaire qui utilisent leurs propres véhicules aériens. La campagne se transforme quant à elle en immenses espaces agricoles exploités par de grandes coopératives agricoles qui utilisent des robots spécialisés pour leur production. Le progrès technologique - devenu le principal moteur de la croissance française - s'est totalement immiscé au sein de la société moderne. Ainsi, les interactions homme-machine sont maintenant dématérialisées et l'ensemble de la population française est interconnecté en permanence au réseau cognitif national piloté par des intelligences artificielles. Grâce à leur interface neuronale directe personnelle (désignée par IND, correspondant à une oreillette miniature interprétant les ondes cérébrales), les pensées sont transformées en requêtes d'information ou d'action (par exemple pour effectuer un paiement, pour mettre par écrit sur un holo-écran ou donner des instructions aux robots et automates) dans le réseau cognitif national. La rareté des ressources conduit les Etats à mettre en place un plan de recyclage massif mais l'élan écologiste mondial s'arrête malheureusement à cette initiative nécessaire et la pollution est maintenant omniprésente au-dessus des grandes métropoles. De plus, l'art et la littérature sont délaissés au profit de la recherche scientifique et technologique et leurs applications qui sont devenus un enjeu stratégique pour tous les pays qui se livrent de véritables guerres d'espionnage industriel. Au sein d'une société moderne française convaincue à l'idéologie nationaliste et technocratique, fondement de la VI^{ème} République Française, le plus strict civisme, l'instruction intellectuelle et la réussite au mérite sont devenue le véritable leitmotiv pour la génération actuelle. Le modèle politico-économique plutôt admiré de la France sur le plan international a développé un chauvinisme prononcé et une montée de la xénophobie envers les autres peuples européens dont les allemands, les italiens....

Histoire de la VI^{ème} République Française

A partir des années 2060, la raréfaction des ressources naturelles à l'échelle planétaire (terres rares, énergie fossile, eau, métaux...) tendent les relations commerciales internationales qui dégénèrent fréquemment en conflits armés que l'O.N.U est incapable d'enrayer. En réponse à ce problème grandissant, de nombreux pays s'engagent peu à peu dans une politique d'isolationnisme comme la Chine ou les Etats-Unis associés au Canada et Mexique (qui deviendra plus tard la Fédération Nord-Américaine ou NAF). A la fin des années 2060, la croissance mondiale s'enraye puis les marchés financiers plongent soudainement dans la tourmente d'une crise économique sans précédent suite à la contraction des échanges commerciaux induit par la flambée des prix des matières premières. L'Union Européenne qui a atteint son âge d'or au milieu du siècle vacille sur ses fondements pendant quelques années car de nombreux états membres s'affrontent économiquement et politiquement pour obtenir les ressources qui leur font défaut. Face à l'inexorable hausse du chômage, la montée des prix et la pénurie d'un nombre croissant de denrée ou de produits finis et une inflation galopante, les populations s'appauvrissent et grondent dans les rues provoquant l'instabilité politique de certains pays membres jusqu'à un point de non-retour. Ainsi, l'Union Européenne se disloque totalement au mois de mai 2072 et les Etats se retrouvent brutalement livrés à eux-mêmes. Sous la pression de la rue et l'influence croissante des mouvements nationalistes, le gouvernement centriste français au pouvoir n'a d'autre choix que de provoquer des élections anticipées à l'issue desquels est élu Francis Dufaure, leader charismatique du Parti Nationaliste Français (PNF), qui avait fait campagne pour une république présidentielle autoritaire (à l'instar de la République Populaire de Chine) dans laquelle le président et son gouvernement sont les seuls détenteurs de tous les pouvoirs ,exécutifs et législatifs, et l'Etat contrôle la totalité des activités de la société. Ainsi le 13 février 2073 est proclamé la VI république Française dont la devise devient : Vérité – Justice – Ordre (note : on vient tout juste de fêter les 40 ans de la VI^{ème} République Française par un défilé militaire sur les champs Elysée). Une période de renouveau commence alors pour la France, les secteurs stratégiques des services et de l'industrie sont nationalisés afin d'assurer la mainmise des ressources et des produits finis par les pouvoirs publiques. Cette nationalisation à grande échelle couplé à la fermeture des frontières du pays permet à l'Etat d'une part de jouir de monopôle naturel, d'autre part de réguler l'inflation et le partage des richesses et enfin de disposer d'une monnaie d'échange pour commercer avec les autres Etats soutenant ainsi l'intérêt national. Le commerce mondial fondé sur le libre-échange se transforme en quelques années en commerce étatique où les Etats procèdent à des échanges de matières premières, de produits finis ou de services pour subvenir à leur besoin national. Bien entendu, la disparition de règle régissant le commerce international entre les pays multiplie les tensions politiques et le gouvernement français est obligé de remettre sur pieds dès 2075 un important ministère de la Guerre pour s'assurer de la protection de ses intérêts à travers le monde. A partir des années 2080, l'Allemagne dont l'industrie et l'armée est toujours restée puissante lance un appel à l'unité germanophone à laquelle se ralliera de gré ou sous la pression les Pays-Bas, la Pologne de l'Ouest, l'Autriche et la Hongrie et la Suisse pour fonder la République Fédérale Pangermanique en

2083. Cette même année, la France est appelée à l'aide par le président du gouvernement légitime de Belgique, d'origine flamande, qui est renversé à la suite d'un coup d'état par le leader du parti wallon favorable au ralliement de la Belgique à la République Fédérale Pangermanique. La réponse ne se fait pas attendre et le gouvernement français intervient militairement en Belgique le 6 août 2083 et fait échouer le coup d'Etat sans tirer un coup de feu. Malheureusement, la nouvelle République Fédérale Pangermanique, qui voit ses ambitions d'annexion en Belgique anéanti, investit aussi militairement le Nord du pays et les deux armées se retrouvent face à face à Bruxelles où la crise entre les deux belligérants atteint son comble lorsque des échanges d'artillerie éclatent et fait des victimes dans les deux camps. Immédiatement un cessez le feu est prononcé et après plusieurs semaines d'après négociations tripartites, la partie flamande et Bruxelles est annexé par la France tandis que la République Fédérale Pangermanique s'octroie la partie wallonne mais ce conflit d'un jour laisse des plaies profondes dans les relations politiques entre les deux pays. Le redressement du pays, le succès de la gestion de la crise belge, l'encrage de l'idéologie nationaliste au sein de la société et le pouvoir politico-économique de la France sur la scène international permet de légitimer durablement aux yeux des citoyens français le régime politique de la VIème République Française. Néanmoins, ces succès ne peuvent empêcher l'essor du marché noir, des jeux clandestins, la délinquance et la grande criminalité. Après un troisième mandat de 7 ans, le président Francis Dufaure cède sa place en 2094 à l'issue d'élection à Hugues Leroy leader de l'aile technocratique du parti nationaliste. Sous son mandat, il mène une politique axée sur le progrès technologiques afin de conserver durablement l'attractivité de la France dans les échanges commerciaux internationaux en proposant des produits finis à la pointe de la technologie. Les formations universitaires scientifiques deviennent à la fois plus élitistes et poussés afin de soutenir l'activité de grands pôles étatiques de recherche avancée en ingénierie comme par exemple l'emblématique campus de technoscience de Saday en physique théorique et appliquée. En moins de six ans, cette stratégie porte ses fruits et la France devient le leader incontesté dans plusieurs domaines stratégiques comme par exemple l'extraction de l'énergie du vide, les réseaux de télécommunication quantiques, la recherche cryogénique et la médecine sur le vieillissement cellulaire tout en continuant à jouir de son aura pour sa gastronomie et les produits de luxe. A partir de 2103, la République Française entre dans une période de détente relative avec la République Fédérale Pangermanique en mettant en commun leurs connaissances sur des projets transnationaux sur des domaines tels que la cyber-technologie afin de mieux concurrencer la NAF et les pays asiatiques. Le président Leroy mets aussi en œuvre dès son arrivée au pouvoir une politique volontariste de lutte contre la criminalité et la clandestinité en octroyant des pouvoirs judiciaires élargis au ministère de la Justice. Ainsi, la police nationale est dorénavant rattachée sous ce ministère et l'organisation juridictionnelle française est simplifiée avec en particulier la mise en place de tribunaux criminels appliquant une justice plus répressive basée sur une version modernisée de la loi du Talion. Même si la France prospère durant les deux mandats d'Hughes Leroy, les inégalités sociales deviennent en plus nombreuses dans une société dans laquelle les postes et responsabilités – et intrinsèquement les richesses – sont assignés aux individus qui ont démontré leur intelligence ou aptitude. En 2108, après un flagrant scandale

d'espionnage industriel de la République Fédérale Pangermanique qui met un coup d'arrêt brutal à la période de détente entre les deux pays, Jacques Thiers, devient le troisième président de la VIème République Française. Issue d'une vieille famille politique, descendant direct d'Adolphe Thiers qui a été lui-même président de la IIIème République Française en 1871, il mène une politique de fermeté, voire de provocation, avec le voisin outre-Rhin et renforce les capacités militaires de la France pour mener une campagne interventionniste et psychologique en Afrique qui regorge encore de ressources naturelles à exploiter et ce malgré les menaces internationales grandissantes des concurrents de la France.

Nouveau système juridictionnel français

Fondements et organisation

Sous l'impulsion du second président de la VIème République Française Hugues Leroy, le ministère de la Justice est entièrement refondu en 2095 pour attribuer des pouvoirs étendus à la magistrature et accroître son efficacité face à une criminalité croissante. Les grands principes de cette refonte du système juridictionnel française ont consisté en :

- Une organisation judiciaire simplifiée en tribunaux d'instance en charge de l'ordre judiciaire civil, en tribunaux criminels en charge de l'ordre judiciaire pénal et en tribunaux administratifs en charge de l'ordre administratif.
- La disparition des juges d'instructions dont les missions d'instruction à charge ou à décharge des enquêtes judiciaires qui sont directement reprises par des procureurs de la République plus nombreux.
- Au rattachement de la police nationale, jusqu'à présent sous la direction du ministère de l'Intérieur, au ministère de la Justice. Dorénavant, lors d'une enquête judiciaire, les officiers de police conduisent leur investigation sous l'autorité du procureur de la République en charge, sur commission rogatoire pénale.
- Pour l'ordre judiciaire pénal, la refonte d'une justice plus répressive conçue sur une version modernisée de la loi du Talion (i.e. juste réciprocité du crime et de la peine symbolisée par l'expression Œil pour œil, dent pour dent) qui doit être appliquée dans les 72 heures par un tribunal criminel à la structure simplifié
- La simplification de la structure des tribunaux criminels constitués maintenant uniquement d'un procureur de la République, d'un juré d'assise volontaire, de deux avocats impartiaux et d'un greffier.

Le tribunal criminel

Les affaires d'homicides, entres autres, sont jugés par des tribunaux criminels dont les rôles et missions sont :

- Pour le procureur de la République, il s'agit de diligenter l'enquête judiciaire et de juger l'affaire en concertation avec les autres membres du tribunal criminel à savoir un avocat de la présomption d'innocence, un avocat de la présomption de culpabilité, un juré d'assise volontaire, un greffier. Dans le cadre de l'enquête, il a toute autorité pour commissionner les services de police, médico-légal ou d'expertise judiciaire afin de fournir des preuves à charge ou à décharge. Le procureur de la République a toute autorité sur le tribunal criminel dont il peut exceptionnellement

destituer les membres (en cas de conflit d'intérêt par exemple). Dans les faits, cette pratique n'est jamais exercée car elle signe la disgrâce du procureur de la République après la clôture de l'affaire en cas de recours par les membres destitués du tribunal criminel...

- Pour le juré d'assise volontaire, qui n'est autre qu'un citoyen volontaire faisant partie de la cour, il s'agit de participer à l'enquête diligentée par le procureur de la République et au jugement tout en garantissant l'impartialité de celui-ci.
- Pour les avocats de la présomption d'innocence ou de culpabilité, auxiliaire de justice faisant partie d'un barreau, il s'agit d'assister le procureur de la République au cours de l'enquête et du jugement en apportant de un éclairage transparent et impartial sur l'affaire permettant de statuer de l'innocence ou de la culpabilité de l'accusé. L'avocat de la présomption d'innocence a pour mission plus spécifique de trouver des éléments de l'affaire permettant d'avoir un doute quant à la culpabilité de l'accusé agissant dans l'intérêt de celui-ci. L'avocat de la présomption de culpabilité doit trouver des éléments de l'affaire permettant d'avoir un doute quant à l'innocence de l'accusé agissant plutôt à l'encontre de celui-ci. A noter que les deux avocats ont au final la même tâche de juger selon leur conviction de l'innocence ou de la culpabilité de l'accusé. Ainsi un avocat de la présomption d'innocence peut être amené de juger coupable l'accusé et inversement avec l'avocat de la présomption de culpabilité.
- Pour le greffier, il s'agit de tenir les registres de la cour et du bon déroulement du procès en authentifiant les copies de la cour, tels que les jugements, les ordres et autres documents à caractère légal (preuves). Il fait aussi prêter serment aux témoins et aux membres du jury et in fine c'est lui qui lit le verdict devant la cour

La procédure pénale

Lorsque les services de police appréhendent un suspect à la suite d'une enquête préliminaire, ce dernier se retrouve coupable jusqu'à preuve du contraire. Aussitôt l'affaire dûment enregistrée par l'officier de police en charge, un tribunal criminel est constitué avec des membres sélectionnés (normalement) au hasard et une salle d'audience est attribuée dans le tribunal pénal le plus proche. A partir de cette instant, le procureur de la République doit mener l'enquête et les débats publics en appréciant les demandes d'actes et les plaidoiries des avocats, du juré d'assise et du suspect afin de faire toute la lumière sur l'affaire et de pouvoir la juger - en âme et conscience - avec l'ensemble des membres du tribunal et cela dans un laps de temps de 72 heures, sachant que la peine encourue est déjà définies par avance grâce à la loi modernisé du Talion (ainsi un homicide volontaire ou involontaire est puni de la peine de mort, un vol par la destitution par l'Etat de l'ensemble des biens du suspect...).

Lors de la première convocation à l'audience, le greffier fait prêter serment aux membres du tribunal puis à l'accusé et lui remet un bracelet de détention inviolable et qui se greffe. Ce bracelet de détention assure trois fonctions principales:

- décompter le temps du procès qui doit être prononcé dans les prochaines 72 heures
- infliger une décharge étourdissante au suspect soit sur ordre du procureur de la république par son Interface

Neuronale Directe personnelle ou automatiquement si le suspect s'éloigne de plus de 100 mètres d'une Interface Neuronale Directe des membres du tribunal criminel.

- dans le cas des homicides, d'infliger la peine de mort par foudroisement à défaut à la fin du compte à rebours ou à la suite de la décision judiciaire.

Pendant tout la durée de l'enquête judiciaire jusqu'au jugement, le tribunal criminel analyse les preuves rassemblées, auditionne les témoins ou les experts judiciaires, émet et débat des hypothèses, toujours en présence de l'accusé qui a le droit - sinon le devoir - de s'exprimer pour sa défense tout en respectant les consignes de parole du tribunal. Lors de l'enquête, il est possible que le tribunal criminel, sous l'impulsion du procureur de la République, quitte la salle d'audience avec l'accusé et accompagné de l'officier de police judiciaire pour se rendre directement sur le lieu du crime (ou tout autre lieu pertinent) pour apprécier la situation et reconstituer les événements qui ont eu lieu.

Lorsque l'enquête judiciaire et les débats sont clos - idéalement grâce à des aveux et un repentir de l'accusé - par le procureur de la République le tribunal criminel se retrouve une dernière fois en salle d'audience pour juger l'affaire et prononcer - par la voix du greffier - l'acquittement ou la culpabilité de l'accusé et l'exécution de sa peine.

Les enquêtes judiciaires

L'enquête judiciaire est l'investigation qui est menée par le procureur de la République. Ce dernier n'ayant pas la possibilité matérielle de mener seul l'enquête, il délègue ses pouvoirs aux officiers de police judiciaire en leur délivrant une « commission rogatoire », afin qu'ils effectuent les actes qu'il ne peut pas faire lui-même. Cette enquête judiciaire vise à établir pourquoi il y a eu crime, comment et où a eu lieu le crime, par quel procédé le crime a eu lieu et qui est le véritable criminel. Cette investigation s'appuie notamment sur :

- une enquête de terrain à la recherche d'indices sur la scène du crime (arme du crime, analyse et reconstitution de la scène du crime, déductions logiques),
- des preuves légales de type analyses médico-légales (autopsie, pathologie, toxicologie...), des expertises balistiques (identification des armes et munitions, trajectoires...), des analyses d'empreintes (empreintes digitales, rétinienues ou de chaussures, traces de sang ou de pneus, armes du crime...), des rapports de psychologue (profil psychologique)
- une recherche documentaire comme des casiers judiciaires, des enregistrements de vidéo-surveillance, des consultations sur le réseau cognitif, des relevés d'holoappel ou bancaires, des coupures de journaux
- des témoignages sous serment à l'audience ou sur le terrain (entretiens avec le voisinage, la famille, les amis, les collègues de travail ou toutes personnes en relation avec la victime peu avant sa mort, aveux de l'accusé. A noter que l'accusé peut accepter de témoigner sous l'emprise d'un puissant sérum de vérité à base de nano robot qui l'oblige à répondre aux questions en disant la stricte vérité. Toutefois, il s'agit d'un ultime recours pour l'accusé (utilisé dans seulement 0.05% des affaires de meurtre) car ce sérum a un effet destructeur massif sur le cerveau et détruit la personnalité en moins d'un an...

Le jugement

Le jugement est la décision de justice contre une ou plusieurs personnes à l'issue d'un procès en vue de répondre à une affaire criminelle. Grâce à la loi modernisée du Talion, la peine est définie par avance et le tribunal criminel doit simplement se prononcer sur la culpabilité ou l'innocence de l'accusé. Pour ce faire, le greffier leur demande de procéder à un vote à bulletin secret afin de prononcer l'acquittement ou la condamnation de l'accusé. Le scénario d'égalité de voix est tranché par le vote du procureur de la République qui est prioritaire.

Enfin la décision de justice est irrévocable autrement dit si l'accusé est jugé innocent, il ne pourra plus jamais être inquiété par l'affaire.